

Numéro : 2023.AR.0708

Service urbanisme

ARRÊTÉ MUNICIPAL

EXTENSION D'UN CÂBLE BTAS 3X92²+1X75² ALU D'UNE LONGUEUR DE 64 M POUR L'ALIMENTATION DE 4 MAISONS INDIVIDUELLES RUE SÉNÉCHAL

Le Maire de Condé-sur-l'Escaut,

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code de la route,

VU le Code de la voirie routière et les instructions interministérielles sur la signalisation routière,

VU le Code pénal,

VU l'arrêté municipal du 21 novembre 1991 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération de Condé-sur-l'Escaut,

CONSIDÉRANT la demande en date du 31 octobre 2023 par laquelle la société SAS LONGELIN ECLAIRAGE PUBLIC ET RESEAUX dont le siège social est situé au 245 Avenue Jules Guesde, demande une modification temporaire de la réglementation de la circulation et du stationnement dans le cadre de travaux au sein de l'agglomération de Condé-sur-l'Escaut,

CONSIDÉRANT qu'il convient de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter tout accident lors de travaux extension d'un câble BTAS 3x95²+ 1x75² Alu d'une longueur de 64 m pour l'alimentation de 4 maisons individuelles.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Du 7 novembre 2023 au 7 décembre 2023, les restrictions de circulation suivantes seront appliquées au droit des travaux :

- Interdiction de stationner pour les véhicules légers et les poids lourds
- Interdiction de dépasser pour les véhicules légers et les poids lourds
- Limitation limitée à 30 Km/h
- Circulation alternée par des feux tricolores (si besoin).

ARTICLE 2 : Les véhicules en infraction seront enlevés aux frais, risques et périls de leurs propriétaires.

ARTICLE 3 : Des panneaux réglementaires seront mis en place par les soins du bénéficiaire.

ARTICLE 4 : Les dispositions édictées au présent arrêté entreront en vigueur dès la pose des panneaux sur le lieu des travaux.

- ARTICLE 5 :** Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le Code de l'urbanisme.
- ARTICLE 6 :** Conformément à la délibération du conseil municipal n° 18.DEL.077 du 12 décembre 2018, le pétitionnaire sera redevable d'un droit d'occupation du domaine public dont le montant est fixé par la délibération précitée.
- ARTICLE 7 :** Le bénéficiaire de l'autorisation reste responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.
- ARTICLE 8 :** Le présent arrêté fera l'objet d'un affichage conformément à la réglementation en vigueur. Il sera notifié au pétitionnaire et pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Maire de Condé-sur-l'Escaut et/ou d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de LILLE, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.
- ARTICLE 9 :** Monsieur le Directeur général des services est chargé du contrôle de la parfaite exécution des dispositions du présent arrêté.

Une ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Lieutenant de police nationale en charge du commissariat de Condé-sur-l'Escaut,
- Monsieur le Commandant du Centre de secours de Condé-sur-l'Escaut,
- Police municipale de la ville de Condé-sur-l'Escaut 59163
- Simouv 540 rue du Président Lecuyer St Saulve 59880
- Suez rv Valenciennes ZI n°4 rue du Galibot St Saulve 59880
- Suez visio nord 258 rue Rolan Moreno Anzin 59410
- la société SAS LONGELIN ECLAIRAGE PUBLIC ET RESEAUX

À Condé-sur-l'Escaut,
Le 08/11/2023

Par délégation du Maire ,
Maire
Grégory LELONG

